



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

**M. Jean-Yves Le Drian,  
Ministre de la défense**

***Conférence de clôture du colloque « Le renouveau de la recherche  
stratégique »***

***« La surprise stratégique – de l'anticipation à la réponse »***

**A l'Ecole militaire, le 25 janvier 2017**

*– Seul le prononcé fait foi –*

Monsieur le ministre, cher Alain Richard,

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Monsieur le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, cher Louis Gautier,

Monsieur le directeur général des relations internationales et de la stratégie,

Messieurs les officiers généraux,

Mesdames et Messieurs,

Avant de commencer, je tiens à remercier les organisateurs et les intervenants de cette journée d'échanges et de réflexion consacrés au renouveau de la recherche stratégique. Ce renouveau, c'est autant une exigence intellectuelle qu'un impératif pour notre sécurité ; notre situation nous impose d'y répondre collectivement. La diversité de notre assemblée, de celles et ceux qui sont intervenus aujourd'hui le prouve, et je m'en réjouis. Je suis heureux également de l'occasion qui m'est donnée de m'exprimer sur le thème de la surprise stratégique, de partager avec vous quelques-unes des leçons que je tire de ces cinq années à la tête du ministère de la Défense, et qui méritent, en effet, d'être examinées sous cet angle.

Je commencerai par énoncer ce qui n'a que l'apparence d'un paradoxe : la surprise est inévitable – mon expérience ministérielle me permet d'en témoigner - mais on peut s'y préparer ; et c'est en

l'anticipant le plus possible qu'on peut y répondre, qu'on en limite le risque d'occurrence et, si elle survient malgré tout, qu'on en limite les effets et la portée.

Ce constat, qui pourrait avoir la valeur d'un axiome dans le domaine stratégique, suffit à expliquer l'importance cruciale de la recherche stratégique. En période de bouleversement, rien n'est plus important en effet que de se préparer aux surprises.

### QUEL EST NOTRE ENVIRONNEMENT ?

De ce point de vue, les bases posées dans le Livre blanc de 2013 se sont avérées pertinentes. Ce furent donc moins les grandes tendances que certains événements, que la juxtaposition de ces événements ou l'intensité de ces événements qui ont pu nous surprendre.

Le Livre blanc avait bien anticipé la rémanence des « risques de la faiblesse » – des crises du Levant au Sahel en passant par la Libye, et surtout le terrorisme, cité à plusieurs reprises comme une « *menace majeure et persistante, susceptible de porter atteinte à la sécurité nationale* » – mais aussi, et de façon concomitante la montée en puissance des « menaces de la force »<sup>1</sup>.

Nous avons subi de plein fouet les conséquences du chaos qui s'est développé en Irak, avec la progression fulgurante de Daech en 2014, et nous avons dû constater en parallèle le réveil de la guerre en

---

<sup>1</sup> Sur le terrorisme, Cf. LBDSN 2013 *inter alia* p. 44, p. 104 ; sur les « menaces de la force », cf. *Ibid.*, p. 33 *sq.*

Ukraine, l'annexion d'un territoire, la Crimée, et plus généralement le retour des politiques de puissance et d'intimidation, du Moyen Orient à la mer de Chine et jusqu'aux frontières de l'Union européenne, en Baltique et en mer Noire. Le Livre blanc analysait aussi les risques de distanciation américaine, nous y sommes, et de désunion européenne<sup>2</sup>, nous y sommes aussi. On le voit, ces grandes tendances et ces risques étaient connus, parfois anticipés.

Mais de l'anticipation d'une dynamique générale à la prévision des événements eux-mêmes, il y a une différence majeure. C'est justement ce qui distingue *l'anticipation d'une tendance*, que rend possible la recherche prospective et *la prévision d'un événement* au sens strict du terme, souvent réservée aux oracles et aux prophètes... Les événements restent par définition imprévisibles ! Lorsqu'ils surviennent, il arrive que les événements majeurs de l'histoire prennent la figure d'une explosion. Ils relèvent, en dernière instance, de la contingence et de la liberté propre aux actions humaines.

Les exemples récents ne manquent pas, qu'il s'agisse de l'épiciier tunisien dont le suicide précipite la révolution du Jasmin qui inaugure elle-même le « Printemps arabe » avec ses conséquences, ou des colonnes djihadistes qui décident de marcher sur le sud du Mali un certain jour de janvier 2013 ; je pense enfin au recul américain de 2013 en Syrie, malgré la « ligne rouge » annoncée au préalable par le

---

<sup>2</sup> Cf. LBDSN 2013 p. 29-31.

président Obama à propos de l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Damas.

Dans le même registre, certaines décisions ou évolutions peuvent être analysées à l'avance, sans pour autant qu'il soit possible d'en prévoir toutes les implications, sans qu'elles soient aussi, véritablement anticipées, ni préparées, avant de se produire ; je pense au Brexit, auquel nous avons réfléchi avant le référendum britannique, ou encore à l'élection de Donald Trump, donné pour perdant au début de la primaire, mais que les analystes pouvaient suivre comme tous les autres candidats.

La juxtaposition des grandes tendances les unes avec les autres et leur enchevêtrement avec des événements par nature imprévisibles montrent à la fois la nécessité de l'analyse prospective et de l'anticipation, et bien sûr leurs limites. Le Livre blanc avait vu juste, mais cela ne veut évidemment pas dire qu'il avait tout vu. Il a sans doute sous-estimé la dimension et l'impact de certains développements en 2013. Pour ma part, j'en vois quatre majeurs :

D'abord, la virulence idéologique et l'hyper violence du djihadisme au-delà d'Al Qaïda même, comme le caractère totalitaire du projet de Daech.

Ensuite, la généralisation de l'intimidation stratégique de la part de certaines puissances établies comme d'Etats en position de « challengers ». J'en veux pour preuve l'annexion de la Crimée, les menaces de remise en cause des frontières européennes par la Russie et son réarmement accéléré, mais aussi les démonstrations de force de la Chine et, d'une autre manière, de la Corée du Nord.

Il y a également l'affaiblissement des règles et des cadres multilatéraux, à commencer par la mise en cause profonde de l'Union européenne, ou encore de certaines normes internationales établies de longue date, notamment la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Il y a enfin, les effets de déstabilisation de la mondialisation sur les électors du monde occidental.

Surtout, ce sont moins les tendances ou les événements pris individuellement qui ont surpris que l'accumulation simultanée et parfois connexe des menaces de la force et des risques de la faiblesse, s'interpénétrant les uns les autres comme l'atteste la situation au Levant.

J'ai coutume de dire que nous sommes entrés dans une nouvelle époque des relations internationales. L'un des signes nets de cela, c'est le changement de rythme auquel nous assistons : la pulsation du *tempo* de l'histoire a changé, nous sommes dans une phase

d'accélération historique ; elle rend d'autant plus difficile la compréhension de notre environnement stratégique, tandis que l'interconnexion des hommes et des choses ne cesse de s'accroître, entraînant une mondialisation de la violence aux développements inédits.

Croyez-moi, il n'a pas été simple de gérer en même temps nos opérations dans la bande sahélo-saharienne, les conséquences de la guerre dans le Donbass et la proclamation du pseudo-Califat djihadiste au Levant, tout cela à l'été 2014.

Après cinq années à la tête de la Défense, je retiens les trois caractéristiques suivantes qui structurent l'environnement dans lequel nous évoluons, aujourd'hui et pour les années à venir :

- premièrement, les acteurs majeurs sont plus imprévisibles ; par conséquent, le système international est plus hétérogène, plus fluide et pour tout dire plus instable qu'à aucun moment depuis 1990 et la fin de la guerre froide ;
- deuxièmement, l'environnement est aussi plus dangereux, car tandis que les menaces irrégulières et asymétriques fluctuent sans disparaître, au même moment des dangers conventionnels du haut du spectre des capacités militaires réapparaissent, souvent associées à des actions de subversion

voire d'intimidation stratégique, reposant plus ou moins explicitement, en toile de fond, sur la menace nucléaire. Dans tous les cas, nous sommes confrontés à une menace de déstabilisation, qui cherche à tester la solidarité entre alliés et entre citoyens, à éprouver notre résilience et la cohésion de nos sociétés, plus qu'à conquérir des territoires ;

- troisièmement, l'imprévisibilité est donc la figure dominante de notre environnement stratégique ; nous renouons avec l'imprévu moderne que décrivait déjà Paul Valéry avant la seconde guerre mondiale dans *Regards sur le monde actuel*, de sorte que, je le cite, « nous nous trouvons désormais dans la situation d'un joueur qui s'apercevrait avec stupeur que la main de son partenaire lui donne des figures jamais vues et que les règles du jeu sont modifiées à chaque coup. » L'un des signes caractéristiques de la sécurité internationale aujourd'hui, c'est donc bien la possibilité de la surprise stratégique.

## **ENVISAGER LA SURPRISE STRATEGIQUE, EN PRATIQUE ET EN THEORIE**

Permettez maintenant à l'historien de formation que je suis de prendre un peu de distance par rapport à l'actualité : l'histoire offre en effet quelques leçons intéressantes. La surprise dans le domaine stratégique,



c'est d'abord l'attaque surprise. De ce point de vue, l'histoire militaire contemporaine compte plusieurs attaques-surprises majeures, de Pearl Harbor aux attentats du 11 septembre.

Pendant la guerre froide, le thème de l'attaque-surprise nucléaire a d'ailleurs occupé une place centrale, ce qui explique, en matière de dissuasion nucléaire, l'importance centrale des capacités de frappe en second pour la sécurité nationale, mais aussi pour la stabilité stratégique globale.

A un autre niveau, on envisage aujourd'hui la possibilité d'une attaque-surprise informatique majeure, pouvant même provenir d'acteurs privés, ou d'acteurs privés utilisés comme truchement, ce qui renforcerait encore la surprise et rendrait plus délicate l'attribution de l'attaque.

De la surprise comme événement à la surprise comme thème stratégique, il faut pourtant mettre un peu d'ordre et donc établir quelques distinctions.

La surprise a d'abord une dimension militaire évidente, à différents niveaux : le niveau technique - je pense aux navires Vikings remontant la Seine, mais aussi les rivières de Bretagne ; le niveau tactique - la bataille de Cannes, où Hannibal surprend les Romains en jouant sur les forces et les faiblesses de la phalange ; le niveau opératif enfin, comme lors de l'émergence de l'aéronavale ou du

*Blitzkrieg* pendant les années 1930, ou l'affirmation de la puissance aérienne illustrée en Irak en 1991.

Elle a une dimension politico-stratégique, qu'il s'agisse de la « révolution diplomatique » de 1756 qui bouleverse les alliances européennes, des coups de force typiques de la stratégie hitlérienne « de l'artichaut » pendant les années 1930, ou des innombrables cas de « faits accomplis » dont l'annexion de la Crimée n'est que le dernier avatar .

Les surprises de plusieurs ordres peuvent se cumuler jusqu'à provoquer l'émergence d'une nouvelle donne stratégique, ainsi de la « révolution militaire » qui s'amorce à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans notre pays : elle combine les changements économiques de l'Europe des Lumières; le bouleversement sociopolitique de 1789 et la mobilisation du peuple par la conscription ; enfin les innovations militaires proprement dites que sont le principe divisionnaire, l'artillerie standardisée de Gribeauval ou les tirailleurs. Tout ceci mis en pratique par la Révolution et porté à son comble par le génie opératif et stratégique de Napoléon. Rien de tout cela n'aurait pu avoir lieu sans les conditions économiques, sociales et politiques que je viens de rappeler. Dans le domaine historique, la causalité n'est ni simple ni linéaire.

Je pourrais multiplier les exemples, mais je préfère m'arrêter aux constats suivants :

- la surprise stratégique est une constante de l'histoire militaire et n'a donc rien de surprenant comme phénomène général et récurrent ; en revanche, comme les exemples le montrent, les modalités de la surprise et surtout ses formes et implications sont difficiles à appréhender précisément ; la surprise ne se résume pas à l'attaque-surprise ; il faut au moins que son impact soit stratégique, c'est-à-dire qu'elle entraîne une révision de la posture ou de la politique suivie jusque-là. C'est non seulement l'événement de la surprise en tant que tel qui importe mais la portée de ses effets ;
- enfin, une surprise stratégique n'entraîne pas forcément une rupture stratégique, qui marque pour sa part un changement plus durable et plus profond.

Et s'il m'est permis de théoriser un peu, ces constats m'amènent à deux conclusions :

- comme le rappelle Cournot, il faut penser en même temps le déterminisme et l'imprévisibilité, car c'est bien le croisement des « grandes tendances » et des « petites causes » qui crée la surprise et l'incertitude ; la stratégie réelle doit donc accepter cette incertitude, elle est son élément.
- quant à la rupture stratégique, elle ne se constate véritablement qu'après coup, en mesurant les implications des événements.

## **COMMENT ALORS ORGANISER LE PRESENT POUR PREPARER AU MIEUX L'AVENIR ?**

Les surprises stratégiques sont trop souvent décrites comme des erreurs relevant de la responsabilité ou des généraux ou des gouvernants, voire des deux. De fait, les armées ou les services peuvent être pris en défaut, de même que les dirigeants qui refusent de croire aux avertissements de leurs alliés, comme Staline en 1941 face à l'imminence de l'opération Barbarossa.

Les exemples tirés de la Première ou Deuxième Guerre mondiale, « l'offensive à outrance » ou le plan Schlieffen, ou bien la force mécanisée des Allemands en 1940, théorisée pourtant par De Gaulle, sont souvent cités comme preuves de l'aveuglement des états-majors. Ils illustrent aussi, comme le rappelle le général André Beaufre, l'immense difficulté à anticiper correctement le contexte tactique et opératif à venir : le problème de la puissance de feu avait bien été vu avant 1914 sans avoir été pourtant résolu. Il est vrai que certains à l'état-major avaient pu vouloir l'ignorer. Pouvons-nous pour autant nous-mêmes prévoir les formes que prendrait aujourd'hui un affrontement de haute intensité ?

Se prémunir contre la surprise ne signifie donc pas prétendre tout prévoir ou éviter toutes les erreurs, ce qui est évidemment impossible. Face à l'incertitude, il s'agit en revanche d'être capable d'allier des qualités de résilience, de souplesse et de robustesse.

Réagir aux crises en temps réel, mais aussi préparer l'avenir en améliorant notre capacité d'adaptation et notre réactivité, en anticipant toujours une incertitude irréductible et même, malheureusement ces derniers temps, grandissante, c'est tout le sens de l'action que j'ai conduite ces cinq dernières années. Depuis 2012, nous avons dû, comme disent les militaires, « *anticiper en planification et gérer en conduite* », par exemple organiser en parallèle le Livre blanc et l'opération *Serval* ; nous avons dû faire face à l'imprévu, en 2015 notamment, lors des attentats contre Charlie hebdo puis au Bataclan, et nous adapter en déclenchant l'opération *Sentinelle*, tout en poursuivant nos autres opérations.

Or, réduire l'impact des surprises et s'adapter au mieux, cela suppose plusieurs conditions. Nous avons pu ainsi nous appuyer sur les dispositifs et les organisations déjà en place, mais il a fallu aussi les renforcer et réformer.

Je pense par exemple à la « fonction stratégique connaissance et anticipation » du ministère, mise en place dès 2008 : elle constitue une nécessité indiscutable. Elle se décline d'abord en moyens spécifiques (le renseignement, le spatial, les forces spéciales), dont je souligne qu'ils ont vu leurs ressources sanctuarisées en 2013 puis significativement augmentées en 2015 lors de l'actualisation de la LPM. Je pense à nos programmes de satellite, de drones ainsi qu'à l'augmentation des effectifs des forces spéciales, du renseignement et de la cyberdéfense. Si l'on rassemble diverses lignes budgétaires qui

relèvent de la fonction « connaissance et anticipation », nous sommes passés de 1 milliard 700 millions d'euros par an à plus de 3 milliards, entre 2012 et 2017. Cette inflexion en est la traduction significative.

En plus des ressources, cette fonction s'appuie sur des dispositifs institutionnels d'anticipation et de réflexion prospective qui ont pour but de réduire l'incertitude dans laquelle nous évoluons: la prospective opérationnelle est assurée par l'état-major des armées (EMA), la prospective géostratégique par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), enfin la prospective technologique par la Direction générale de l'armement (DGA).

Toutefois, nous ne nous concentrons pas uniquement sur les futurs probables, c'est-à-dire sur la probabilité d'occurrence – et ce d'autant moins que, je l'ai rappelé, le croisement des grandes tendances et des événements n'est pas prédictible. Il faut prendre en compte l'impact potentiel d'événements ou d'enchaînements improbables, faute de quoi la surprise risque de devenir rupture stratégique. Il faut se donner les moyens de « penser l'impensable » et ses conséquences.

Il faut donc atténuer les effets de cette imprévisibilité, ce qui suppose par exemple de disposer à l'avance des moyens permettant de faire face à l'imprévu : après l'attaque contre Charlie Hebdo et surtout après le Bataclan, nous avons ainsi déployé sur le territoire national les 10 000 hommes qui avaient été prévus par le Livre blanc ; mais pérenniser ce dispositif de protection a impliqué ensuite de revoir à la

hausse les effectifs de l'armée de Terre et de remanier la doctrine d'intervention sur le territoire national.

Ce qui est vrai en matière de protection l'est également pour nos contrats « extérieurs », qu'il s'agisse du nombre et de l'ampleur des OPEX à conduire ou de la dimension de l'opération majeure à envisager. Les contrats opérationnels sont gages de lisibilité dans la préparation, comme de flexibilité dans l'action. Dimensionnés au plus juste en 2013, dans un contexte d'intervention moins exigeant, ces contrats devront impérativement être revisités à la hausse, à la lumière d'un environnement stratégique bouleversé et de l'expérience.

Etre prêt à anticiper au mieux et en temps réel, implique en effet de disposer d'un outil militaire aussi complet et autonome que possible, apte à absorber le choc de la surprise et à s'adapter tout en conservant les bases d'une montée en puissance, si une ou plusieurs ruptures stratégiques le rendait nécessaire.

De façon permanente, nous devons travailler à améliorer la résilience – je pense en particulier au cyber et à la protection des infrastructures critiques – et maintenir la dissuasion, donc en moderniser les composantes, de façon à préserver en toutes circonstances les intérêts vitaux de la Nation et à garantir la liberté d'action du Président de la République.

Pour les besoins parfois durables, parfois plus ponctuels de nos opérations, qui ne sont jamais prévisibles, nous devons disposer d'un

éventail complet de capacités permettant de conquérir et de conserver la supériorité dans tous les milieux et face à la plupart des adversaires, ce qui implique forcément, j'y insiste, des capacités de combat de haute intensité. C'est tout l'enjeu du maintien de notre aptitude à assumer ensemble les trois grandes fonctions stratégiques que sont la dissuasion, l'intervention et la protection.

Tout ceci exige, dans la durée, moyens et efforts, capacités et volonté. Mais il a fallu aussi des réformes, afin que notre Défense anticipe et s'adapte mieux encore à un environnement plus sombre et plus instable. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu développer l'intelligence de notre système de défense, au double sens français et anglo-saxon de ce terme, par une série de mesures et de réformes.

Anticiper la surprise, cela suppose d'abord des services de renseignement qui veillent à court et moyen termes ; c'est dans ce but que nous avons constamment renforcé leurs moyens humains et techniques de détection et de traitement des « signaux faibles ». Je relève également avec intérêt les initiatives prises par les services, par exemple « l'intelligence campus » de la DRM, qui entend créer un pôle de compétitivité sur le renseignement, combinant acteurs institutionnels, y compris universitaires, et privés.

Il faut également un outil de compréhension de l'environnement international qui nous permette de mieux anticiper et de mieux réfléchir à l'action de manière plus efficace et plus cohérente sur le plan international. C'est ce qui a présidé à la création, voici deux ans,



de la direction générale des relations internationales et de la stratégie – avec ses directions régionales et sa capacité de pilotage de nos attachés de défense et par conséquent de notre influence internationale ; je salue d'ailleurs la présence aujourd'hui de nombreux représentants de pays étrangers ; mais aussi avec sa direction de la stratégie de défense, prospective et contre-prolifération, créée justement pour renforcer notre capacité d'anticipation et de réflexion prospective, et chargée en particulier de l'élaboration d'une vision de la « stratégie de défense » à moyen terme qui nous faisait défaut. C'est aussi pour fédérer les efforts et organiser les énergies du ministère que la DGRIS a reçu la mission, dans ses textes fondateurs, de coordonner les travaux préparatoires au Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et les travaux relatifs à son actualisation. Elle a réussi son baptême du feu dès sa création, avec l'actualisation de la LPM au printemps 2015.

Il faut enfin une intelligence plus globale de la société comme de l'histoire et de ses leçons, ce qui implique à la fois une formation aux affaires stratégiques, des liens avec le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'une vraie politique du ministère en la matière.

L'éducation stratégique est une nécessité, prise en compte par les militaires au moins depuis 1870 et qui devrait sans doute être valorisée davantage au sein des armées. Je salue ici la Direction de l'enseignement militaire supérieur, dont l'Ecole de Guerre et le Centre

des Hautes Etudes Militaires, qui travaille au renforcement de ses liens avec le monde universitaire. Mais cette exigence va au-delà de la formation militaire, même de haut niveau : à l'heure de « l'approche globale », elle devrait concerner davantage le monde civil ; c'est bien sûr ce que fait l'IHEDN, mais qui n'est toujours pas mis en pratique à l'ENA, par exemple.

Le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, Louis Gautier, partage cette conviction ; je salue le travail qu'il mène dans ce sens avec l'université Paris-1 Panthéon Sorbonne dans le cadre de la chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains » qu'il dirige et où je me suis exprimé il y a un an.

Il faut des experts civils des affaires stratégiques dans les institutions extérieures, car la Défense doit pouvoir s'appuyer sur une recherche et une expertise stratégique indépendante et de qualité, ce qui explique pourquoi mon ministère a soutenu de longue date ceux de nos think tanks nationaux qui s'intéressent aux affaires stratégiques. Je le dis avec beaucoup de clarté, cette politique constante ne relève pas de la « communication » mais d'un besoin avéré : fournir une perspective différente parce qu'extérieure. C'est pourquoi nous voulons aujourd'hui soutenir la recherche universitaire dans ce domaine.

Il est en effet indispensable d'aider à l'émergence, au sein des sciences humaines et sociales, d'une recherche stratégique universitaire, qui ne saurait se réduire à l'histoire diplomatique (mais il en faut aussi !) ou aux théories des relations internationales, mais

qui passe par le développement de « *war studies* » à la française, par la constitution de véritables études stratégiques – besoin mal couvert jusqu’ici.

J’ai donc voulu que la Défense se rapproche de l’Université et mon ministère, sous l’impulsion de la DGRIS, vient de se doter d’outils constituant un ensemble sans précédent depuis des décennies, inédit par son ambition et par les moyens investis :

- *le Pacte Enseignement Supérieur(PES)*

J’ai lancé le Pacte Enseignement Supérieur (PES), présenté plus tôt par Philippe Errera. Ce Pacte fait le lien entre l’éducation, la recherche et l’action ; il a vocation à renouveler notre vivier national de chercheurs et d’experts. Dans cette volonté de dynamiser nos relations avec l’université et la recherche, l’Institut de recherche stratégique de l’école militaire, l’IRSEM, doit également jouer un rôle central. La présence de nombreux universitaires aujourd’hui est un signe fort des liens que nous souhaitons construire et renforcer dans les mois et les années à venir entre la communauté de défense et la communauté des enseignants chercheurs. Je salue à cet égard la présence parmi nous du directeur de cabinet de Thierry Mandon.

- *La convention DGRIS/CRNS/ CPU*

La Convention tripartite que nous venons de signer est également sans précédent. Elle marque une étape majeure dans la montée en puissance

de ce dispositif et la reconnaissance par l'Université et la Recherche de ce champ d'investigation qu'est la prospective stratégique, de même que la reconnaissance par le ministère de la défense de la nécessité de faire évaluer les travaux dans ce domaine par les voies académiques de droit commun. Elle offre un cadre global et durable à notre relation.

- *Annonce du lancement du label d'excellence*

C'est dans cet esprit que je suis heureux d'annoncer ce soir une nouvelle étape dans le Pacte Enseignement Supérieur, avec le lancement d'un label qui nous permettront de financer, à terme, des centres de recherche à hauteur de 1,5 million d'euros par projet sur 5 ans, renouvelable. C'est un dispositif inédit par les moyens engagés au profit de la recherche stratégique au sein des universités. Grâce à cela, nous souhaitons susciter et accompagner la constitution pérenne d'une véritable filière universitaire d'études stratégiques en France, en donnant un cadre et des moyens à des initiatives qui existent parfois déjà mais qui demandent à se développer, selon une double exigence d'excellence scientifique et de débouchés professionnels.

La volonté de mon ministère c'est de réussir à associer les meilleurs universitaires, les jeunes chercheurs les plus prometteurs à l'effort de recherche stratégique que nous engageons et de leur donner les moyens d'exercer leur créativité. C'est tout l'enjeu du processus de

sélection de centres d'excellence qui s'ouvre aujourd'hui et auxquels vous êtes invités à concourir.

Dès lors que ces conditions sont réunies, que nous nous sommes armés d'intelligence pour anticiper et nous préparer aux surprises de tous ordres, la Défense peut organiser plus sereinement et dans la durée la préparation de l'avenir et la promotion de l'innovation, à la fois sur le plan opérationnel, technologique et scientifique.

L'innovation de notre côté, c'est en effet la surprise que nous avons préparée et que nos adversaires n'ont pas su anticiper. Nous pouvons certes subir une surprise ; nous pouvons également la susciter.

Tout ceci réclame des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux ; les efforts comme d'ailleurs les renoncements s'accumulent avec le temps ; ils peuvent soit garantir les bases de la remontée en puissance, soit l'obérer pour longtemps voire signer le déclassement – les exemples de ce type ne manquent malheureusement pas en Europe.

C'est pourquoi le gouvernement a souscrit à l'engagement des 2% du PIB consacrés à l'effort de défense, pour protéger nos citoyens face à la menace terroriste actuelle bien entendu, mais aussi pour répondre à la dégradation durable de notre environnement de sécurité et aussi pour renouveler notre dissuasion. Les armées en ont besoin, la souveraineté de la France l'exige.

## CONCLUSION

Mesdames et Messieurs, pour assurer notre sécurité et celle de nos concitoyens, nous devons certes consacrer les ressources nécessaires à notre outil de défense. Nous devons aussi, face à l'incertitude des temps, mobiliser à nouveau nos intelligences individuelles et plus encore notre intelligence collective au service de la République. Il y a une très belle phrase de Thucydide : « *Une nation qui établirait une distinction tranchée entre ses érudits et ses guerriers verrait ses réflexions faites par des lâches et ses combats menés par des imbéciles* ». De Carnot à Clemenceau et de De Gaulle à André Beaufre, notre histoire nous rappelle qu'il est essentiel que militaires et civils anticipent ensemble la surprise et y répondent de concert. C'est la leçon que tirait Marc Bloch, dans *L'étrange défaite*, lui, l'universitaire combattant des deux guerres mondiales.

Ce qu'il nous a appris également, c'est que l'intelligence et les ressources ne sont rien sans la *volonté*. Ici se rejoignent la politique, l'histoire et la morale : on doit *vouloir* se défendre. Je le dis en tant que Français et en tant qu'Européen. Je voudrais à cet égard conclure en citant la philosophe et stratège Thérèse Delpech qui œuvra à la rencontre de la recherche et des affaires stratégiques, en ayant toujours le soin de décroiser les savoirs. Dans « *l'Ensauvagement* », elle

nous rappelait que *« l'éruption historique sans précédent dont tout le XXème siècle est issu n'évoque pas seulement la folie de l'Europe, ni celle des passions nationales. Elle témoigne d'une aventure plus vaste, qui concerne l'humanité dans son ensemble: le surgissement de tempêtes dont on a feint trop longtemps d'ignorer les signes à l'horizon et dont plus personne ne peut contrôler le cours une fois qu'elles sont déchaînées »*.

Mesdames et Messieurs, aujourd'hui, au moment où en Asie et au Moyen Orient, la violence, ouverte ou latente, refait son apparition, y compris dans les relations entre Etats, avec une brutalité sans précédent depuis plusieurs décennies, au moment où l'Europe voit ses frontières testées à l'Est, ses alliances interrogées à l'Ouest et sa cohésion menacée, ce message résonne de façon impérieuse, tout comme son corollaire, éthique autant que stratégique : l'exigence de lucidité et le refus du fatalisme. Voilà la conception que je me fais de l'action politique, une action qui assume le risque de l'incertitude et de la surprise parce qu'elle entend s'y préparer, l'anticiper et la réduire. Cette conviction m'a guidé depuis que j'ai pris mes fonctions, c'est elle qui doit nous animer, collectivement, dans le futur.

Je vous remercie de votre attention.